

République Démocratique du Congo

Développements macroéconomiques récents

Après une année de croissance modérée, 1,7 % en 2020, l'économie a enregistré une expansion de 5,7 % en 2021, grâce à une hausse de la production minière et aux prix mondiaux élevés des produits d'exportation tels que le cuivre et le cobalt. La croissance des secteurs non extractifs est passée d'une contraction de 1,3 % en 2020 à une croissance de 3,3 % en 2021, grâce aux télécommunications, à l'énergie et aux services non commerciaux. La croissance du pays est tirée par de fortes exportations de matières premières (11,5 %) et des investissements privés (9,8 %). Malgré le niveau élevé des dépenses courantes (dépenses salariales dépassant leur budget de 10,9 %), la hausse de 39,3 % des recettes fiscales, grâce aux contrôles fiscaux et aux pénalités, a relativement baissé le déficit budgétaire de 2,1 % à 1,6 % du PIB entre 2020 et 2021. La dette publique reste toutefois modérée, à 22,8 % du PIB.

L'inflation a été mieux maîtrisée résultant en une baisse de 11,4 % en 2020 à 9,3 % en 2021, avec un objectif de 7 %, ce qui a permis à la banque centrale de baisser son taux préférentiel de 18,5 % à 8,5 % en 2021. Le ratio des créances douteuses par rapport au total des prêts bruts a diminué de 9,2 % à 8,8 % entre 2020 et août 2021. Les réserves de change sont passées de 709 millions de dollars en 2020 à 3,344 milliards de dollars en 2021, en partie grâce à la réception de 50 % de l'allocation de DTS de 1,52 milliard de dollars, le reste étant affecté à des investissements prioritaires. Avec l'augmentation des exportations minières, le déficit de la balance courante est passé de 2,2 % du PIB en 2020 à 1,0 % en 2021. Le chômage, tel que défini par l'OIT, est passé de 4,7 % en 2012 à 3,0 % en 2020. La pauvreté monétaire a diminué de 63,4 % en 2012 à 56,2 % en 2020, grâce à une période de croissance économique solide.

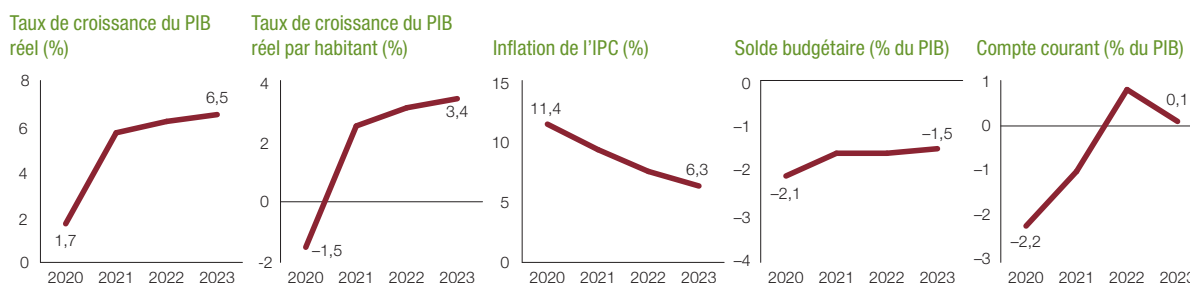
Perspectives et risques

Les perspectives économiques sont encourageantes malgré le conflit russo-ukrainien, avec une croissance du PIB en 2022–23 atteignant 6,4 %, tirée par l'exploitation minière et la relance des activités non extractives. Les investissements prioritaires devraient continuer à soutenir la demande interne. L'amélioration des infrastructures de transport et de logistique devrait soutenir la reprise des activités non extractives, des services et des industries, stimulant les exportations et les

recettes fiscales. Les élections de 2023 devraient augmenter les dépenses publiques et creuser légèrement le déficit budgétaire, qui passerait de 1,6 % en 2022 à 1,5 % en 2023. La dette publique devrait s'établir à 22,5 % en 2023. La coordination des finances publiques et des réformes monétaires devrait maintenir l'inflation à environ 6,9 % en 2022–23 et assurer la stabilité du taux de change. L'excédent du compte courant devrait atteindre 0,8 % en 2022 et 0,1 % en 2023, avec des réserves de change de 3,860 milliards de dollars en 2022 et 4,606 milliards de dollars en 2023, pour 3 mois d'importations. Cependant, une baisse des prix des produits de base, de la demande mondiale de minéraux, le conflit Russie-Ukraine et les problèmes de sécurité pourraient compromettre ces perspectives.

Changement climatique et options de politiques publiques

La République démocratique du Congo est 51 sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Le pays présente une grande vulnérabilité au changement climatique, caractérisée par une hausse des températures, de longues saisons sèches, des pluies violentes provoquant des inondations, la dégradation des sols et des éruptions volcaniques. En 2020, le ministère de l'Environnement a révisé la politique, la stratégie et le plan d'action pour le changement climatique et a élaboré son plan national d'adaptation (2020–24) pour renforcer la résilience. (Le financement repose également sur la production et la monétisation des crédits carbone). Ensuite, la grande tourbière tropicale est gérée selon les mécanismes REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts). En matière de transition énergétique, le gouvernement privilégie l'utilisation moderne et durable de modèles «éco-énergétiques», permettant une diminution de 21 % des émissions de GES d'ici 2030. Les mesures d'adaptation et de réduction concernent principalement les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'énergie. Les mesures spécifiques d'adaptation concernent la santé, l'eau et les systèmes d'assainissement, ainsi que les zones côtières et la gestion des déchets. Selon la CDN, le coût de ces mesures s'élèvera à 48,68 milliards de dollars, qui seront financés par des ressources provenant du budget de l'État, du marché du carbone, des ressources REDD+ et des fonds climatiques internationaux.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.